

Brochure n° 3170

Convention collective nationale

**IDCC : 538. – MANUTENTION FERROVIAIRE
ET TRAVAUX CONNEXES**

AVENANT DU 7 MARS 2016

À L'ACCORD DU 29 JUIN 2015

RELATIF AU RÉGIME PROFESSIONNEL DE FRAIS DE SANTÉ

NOR : ASET1650412M

IDCC : 538

Les signataires de l'accord collectif du 29 juin 2015 relatif à la mise en place d'un régime professionnel de frais de santé dans la branche manutention ferroviaire et travaux connexes par le présent avenant du 7 mars 2016 à cet accord ont entendu tenir compte :

- de l'évolution des dispositions législatives et réglementaires intervenues dans les domaines couverts par l'accord depuis sa signature et notamment l'article 34 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 et le décret n° 2015-1883 du 30 décembre 2015 pris pour son application ;
- des remarques formulées sur les dispositions de l'accord par la direction de la sécurité sociale et par la direction générale du travail ;
- des erreurs matérielles constatées lors de la préparation de la mise en gestion et de la mise en œuvre de l'accord ;
- préciser certaines dispositions pour faciliter l'interprétation et la mise en œuvre de l'accord.

Article 1^{er}

Contexte et liste des modifications des dispositions de l'accord du 29 juin 2015 instituant un régime de frais de santé non cadres au sein de la branche manutention ferroviaire et travaux connexes

Les membres de la commission de suivi et de pilotage de la complémentaire santé ont procédé aux constats suivants :

- observations de la direction de la sécurité sociale et de la DGT concernant la condition d'ancienneté mentionnée aux articles 2 « Champ d'application de l'accord », article 3 « Salariés bénéficiaires du régime. – Adhésion obligatoire » et article 5 « Date d'effet des garanties » ;
- observations de la direction de la sécurité sociale concernant la rédaction de l'annexe III relatives aux taux de cotisation mensuelle qui doit mentionner les dispositions propres aux salariés relevant du régime Alsace-Moselle ;
- erreur matérielle également à l'annexe III constatée lors de la mise en gestion en ce qui concerne l'expression de la cotisation haut degré de solidarité prévue à l'article 14 « Financement des actions et prestations constitutives du "haut degré de solidarité" au sein du régime complémentaire santé de branche » comme « dans la limite (plafond) de 2 % de la cotisation (part salariale

et part patronale) » et 0,02 % du PMSS comme indiqué par erreur à l'annexe III « Taux de cotisation mensuelle » ;

- dispositions introduites par la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 et du décret n° 2015-1883 du 30 décembre 2015 portant révision des dispenses d'adhésion de droit et instaurant un nouveau cas de dispense nécessitant d'apporter des précisions à l'article 4 « Salariés bénéficiaires du régime. – Cas dérogatoires. – Dispenses d'adhésion » de l'accord du 29 juin 2015 ;
- précisions à apporter pour faciliter l'interprétation et la mise en œuvre de l'accord concernant les dispositions de l'article 6 « Périodes de suspension du contrat de travail ».

Article 2

Révision des articles 2, 3 et 5 de l'accord du 29 juin 2015 en ce qui concerne le bénéfice d'une complémentaire santé à tous les salariés à compter du 1^{er} janvier 2016. – Contribution employeur pour les salariés sous contrats courts

Les dispositions de l'article 2 intitulé « Champ d'application de l'accord » sont révisées comme indiqué ci-dessous. Cette rédaction nouvelle se substitue à l'ancienne à la date d'application de l'avenant.

« Article 2

Champ d'application

Le régime frais de santé obligatoire s'applique à toutes les entreprises relevant du champ de la convention collective manutention ferroviaire et travaux connexes. »

Les dispositions de l'article 3 intitulé « Salariés bénéficiaires du régime. – Adhésion obligatoire » sont révisées comme indiqué ci-dessous.

« Article 3

Salariés bénéficiaires du régime. – Adhésion obligatoire

Sous réserve des dispositions de l'article 4 ci-dessous, sont obligatoirement affiliés par leur employeur au régime conventionnel collectif et obligatoire de frais de santé (adhésion obligatoire) l'ensemble des salariés non cadres des entreprises relevant du champ d'application défini à l'article 2 du présent accord. »

Les dispositions de l'article 5 intitulé « Date d'effet des garanties » sont révisées comme indiqué ci-dessous. Cette rédaction nouvelle se substitue à l'ancienne à la date d'application de l'avenant.

« Article 5

Date d'effet des garanties

Les garanties prennent effet dès que le salarié est affilié au régime. »

Article 3

Révision de l'annexe III « Taux de cotisation mensuelle »

Les dispositions de l'annexe III intitulée « Taux de cotisation mensuelle » sont révisées comme indiqué ci-dessous.

« Annexe III

Taux de cotisation mensuelle

Le taux de cotisation dû au titre du régime complémentaire socle santé de branche s'élève pour le régime de branche socle et pour le salarié seul (en pourcentage du PMSS) :

- à 1,36 % du PMSS (régime général) ;
- à 0,68 % du PMSS (régime Alsace-Moselle) ;

- à 2,04 % du PMSS (art. 4 de la loi Evin, régime général) ;
- à 1,02 % du PMSS (art. 4 de la loi Evin, régime Alsace-Moselle).

Conformément à l'article 11 de l'accord du 29 juin 2015 la cotisation est répartie à 50 % à la charge de l'employeur, soit 0,68 % du PMSS, et à 50 % à la charge du salarié, soit 0,68 % du PMSS.

Conformément à l'article 14 de l'accord du 29 juin 2015 la cotisation "haut degré de solidarité" est égale à 2 % de la cotisation (part salariale et part patronale) versée au titre du financement du régime complémentaire Socle obligatoire soit 2 % des cotisations socle.

La structure tarifaire pour le régime sera une cotisation "salarié". Ce tarif est maintenu pendant 2 ans. A l'issue de cette période il pourra faire l'objet d'une renégociation (cf. article 19 du présent accord). »

Article 4

Révision de l'article 4 « Salariés bénéficiaires du régime Cas dérogatoires, dispenses d'adhésions »

Les dispositions de l'article 4 intitulé « Salariés bénéficiaires du régime. – Cas dérogatoires, dispenses d'adhésions » sont révisées comme indiqué ci-dessous.

« Article 4

Salariés bénéficiaires du régime. – Cas dérogatoires, dispenses d'adhésion

Les dispenses d'affiliation ne peuvent en aucun cas être imposées par l'employeur qui a pour obligation de proposer aux salariés visés l'affiliation à la garantie de frais de soins de santé.

En dehors des cas de dispense d'adhésion d'ordre public (ou "de droit") prévues aux articles D. 911-2, D. 911-3 et L. 911-7 du code de la sécurité sociale, les salariés peuvent à leur initiative et quelle que soit leur date d'embauche, se dispenser d'adhérer au régime complémentaire frais de santé de branche défini par le présent accord, conformément aux dispositions réglementaires, à condition d'avoir été préalablement informés par l'employeur des conséquences de cette demande :

- les salariés et apprentis bénéficiaires d'un contrat à durée déterminée d'une durée au moins égale à 12 mois, à condition de justifier par écrit en produisant tous documents d'une couverture individuelle souscrite par ailleurs pour le même type de garanties en matière de remboursement frais de santé ;
- les salariés CDD et apprentis bénéficiaires d'un contrat de travail d'une durée de moins de 12 mois, même s'ils ne bénéficient pas d'une couverture individuelle souscrite par ailleurs ;
- les apprentis et salariés à temps partiel, dont la cotisation excède 10 % de leur rémunération brute.

Les entreprises qui souhaitent conserver leur niveau de garanties, leur tarification et la répartition de celle-ci y seront autorisées lorsque le régime frais de santé déjà existant est au moins aussi favorable que celui mis en place dans le présent accord et présente un caractère obligatoire. »

Article 5

Révision de l'article 6 « Périodes de suspension du contrat de travail »

Les dispositions de l'article 6 intitulé « Périodes de suspension du contrat de travail » sont révisées comme indiqué ci-dessous.

« Article 6.1

Maladie. – Accident du travail. – Maladie professionnelle. – Maternité

Les garanties et les cotisations employeurs et salariés afférentes sont maintenues pendant la totalité de la durée d'absence des salariés et ce sans limite dans les cas suivants :

- maladie ;
- accident du travail et maladie professionnelle ;
- congé de maternité.

Article 6.2

Périodes de suspension du contrat de travail ne donnant pas lieu à maintien de la rémunération

Les garanties, la participation de l'employeur et celle du salarié sont suspendues lorsque les périodes de suspension ne donnent pas lieu à maintien de la rémunération.

Par exception à ce principe, les parties signataires conviennent que les garanties seront maintenues pendant une durée de 30 jours consécutifs (maximum par année civile) à l'occasion de congés sans solde prévus par le code du travail ou pris par les salariés dans le but d'étendre leurs droits à congés payés (congé sans solde, congé parental d'éducation, congé sabbatique sans maintien de rémunération).

A l'exception de la situation visée à l'alinéa précédent, la suspension des garanties intervient à la date de cessation de l'activité professionnelle (et donc exceptionnellement au 31^e jour suivant celle-ci), et s'achève dès la reprise effective du travail par l'intéressé au sein de l'entreprise relevant du champ d'application du présent accord.

Pendant la période de suspension de la garantie, aucune cotisation n'est due au titre du régime de branche complémentaire santé, sauf à ce que le salarié continue à titre individuel d'adhérer au régime auprès de l'organisme gestionnaire et s'acquitte de la totalité des parts employeur et salarié de la cotisation couvrant les prestations d'assurance correspondantes. »

Article 6

Durée et date d'entrée en vigueur

Le présent avenant révisant l'accord du 29 juin 2015 est conclu pour une durée indéterminée et entrera en vigueur le lendemain suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 7

Dépôt et publicité

Le présent avenant fera l'objet des formalités de dépôt, conformément aux articles L. 2231-6, L. 2261-1 et D. 2231-2 du code du travail, par la partie la plus diligente.

Article 8

Extension

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 7 mars 2016.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

SAMERA.

Syndicats de salariés :

FGTE CFDT ;

FNPD CGT ;

SNATT CGC ;

FGT CFTC ;

FEETS FO ;

USPDA CGT ;

SUD rail.